

2 Politique

**Dialogue politique
L'idée se précise**

O. N.
Libreville/Gabon

Dans son discours d'investiture, le président Ali Bongo Ondimba a réaffirmé sa volonté d'organiser un dialogue politique dans notre pays. Occasion pour lui d'en préciser certains contours quant au contenu à lui donner. Depuis quelques jours, certaines personnalités politiques se prononcent pour exprimer leur adhésion. Pendant que d'autres estiment que ce n'est pas encore à l'ordre du jour. Dans tous les cas, pour le chef de l'Etat, "nous n'avons pas d'autre choix".

DEPUIS plusieurs semaines, au lendemain de l'annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 27 août dernier, le président Ali Bongo Ondimba a exprimé sa volonté d'organiser un dialogue politique dans notre pays. L'idée, il faut le souligner, avait déjà été dévoilée lors de son passage devant le Parlement réuni en congrès. Mardi encore, dans son discours d'investiture, le chef de l'Etat est revenu sur ce projet. Non sans en préciser quelques contours. "Conformément à la tradition africaine en général, et bantoue en particulier, j'invite toutes les forces vives de la Nation à s'asseoir ensemble afin de trouver les solutions qui satisfassent



Photo : BANDOMA



Photo : Wilfred MBINAH

Certains adversaires du candidat Ali Bongo Ondimba lors du dernier scrutin présidentiel (remporté par ce dernier), ici avec le couple présidentiel, à l'occasion de la cérémonie d'investiture du président de la République. Photo de droite : Dans le camp de l'opposition dite radicale, l'idée du dialogue n'a pas encore reçu un écho favorable.

nos compatriotes...", a dit Ali Bongo Ondimba avant-hier mardi. Et de poursuivre plus loin, parlant justement du dialogue : "Je souhaite que ce dialogue ait lieu. Je souhaite que ce dialogue soit serein pour mieux éclairer nos intentions. Je souhaite que ce dialogue nous sorte définitivement de la logique du conflit permanent qui dénature fortement nos valeurs, nos relations et notre vivre-ensemble. Nous devons entrer dans une dynamique nouvelle empreinte de concorde et d'apaisement." Sur un tout autre plan, et s'agissant des réformes purement politiques, le numéro un gabonais a esquissé quelques précisions. "Qu'il s'agisse, a-t-il déclaré, des élections à deux tours, de la limitation et de la durée des mandats électifs. Comme je l'ai déjà dit, tout devra être mis



Photo : M.A.M

Le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, à l'instar de ses alliés, soutient l'idée du dialogue.

sur la table, sans tabou, ni soupçon (...). Le fond et le format de ses discussions devront être préalablement définis". Depuis, note-t-on, le principe de convoquer un dialogue politique dans notre pays a été publiquement exprimé, de plus en plus de voix s'élèvent. Aussi bien dans la classe politique

qu'au niveau de la société civile, l'idée semble diversement appréciée à ce jour. Nonobstant les encouragements de certains partenaires du Gabon appelant les acteurs à privilégier les voix d'un dialogue sincère pour ramener la sérénité et la paix dans le pays. Parmi les formations politiques soutenant l'idée du

dialogue politique, il y a avant tout, et cela se comprend aisément, le Parti démocratique gabonais (PDG) et plusieurs autres partis alliés. On rappellera, par exemple, qu'après la proclamation des résultats du dernier scrutin présidentiel, dans une déclaration Faustin Boukoubi, le secrétaire général du PDG, avait encouragé la tenue d'un dialogue politique dans notre pays, comme l'indique le chef de l'Etat. D'autres lui ont emboîté le pas. C'est le cas de l'Union du peuple gabonais (UPG), du moins l'aile dirigée par l'actuel ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, Mathieu Mboumba Nziengui. Du côté des adversaires du président Ali Bongo Ondimba, l'appel au dialogue a également reçu un écho favorable chez certains acteurs. C'est le cas du prési-

dent du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou. Dans le même ordre d'idée, on peut citer également Raymond Ndong Sima, Bruno Ben Moubamba, Dieuonné Milama et Gérard Ella Nguema, tous quatre candidats malheureux à la dernière Présidentielle, du reste présents à la cérémonie d'investiture du président de la République, mardi.

Dans le camp de l'opposition dite radicale, par contre, l'idée n'a pas encore rencontré l'adhésion de Jean Ping et les siens. On se souvient de ce que dans une déclaration, son porte-parole, Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, avait exprimé de vives réserves, parlant de ce qu'attend le peuple dans la situation actuelle. Entre autres, "l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires, des arrestations arbitraires et la libération sans condition des prisonniers d'opinion ; l'ouverture d'une enquête internationale sous l'égide des Nations unies, pour faire toute la lumière sur les nombreux morts et disparus enregistrés depuis le 31 août 2016". Non sans affirmer néanmoins que : "Oui, viendra le moment de la réconciliation qui passera par le dialogue entre toutes les filles et tous les fils de ce pays."

"La politique est l'art du possible", avait dit l'ancien président français François Mitterrand.

Au terme de son investiture

Ali Bongo Ondimba : la volonté de réformer

J.K.M
Libreville/Gabon

Constant dans l'action, le président de la République ne s'est pas départi de sa détermination à moderniser et refonder l'Etat.

DANS son discours d'investiture prononcé mardi dernier, au palais de la présidence de la République, devant quatre de ses pairs du continent et l'ensemble des forces vives de la Nation, Ali Bongo Ondimba a clairement affirmé sa volonté d'entreprendre un certain nombre de réformes tendant à un affermissement de la démocratie dans notre pays. "Dans le cadre de la consolidation de notre démocratie et de l'Etat de droit, il est plus que jamais devenu nécessaire, et vous en conviendrez avec moi, de mener une véritable réflexion devant aboutir à des réformes constitutionnelles ambitieuses et courageuses. Qu'il s'agisse des élections à deux



Photo : BANDOMA

Ali Bongo Ondimba : constant dans sa volonté de réformer l'Etat. Photo de droite : Au ministère de la Fonction publique, le nouveau système de rémunération des agents publics est une réalité.

tours, de la limitation et de la durée des mandats électifs. Comme je l'ai déjà dit, tout devra être mis sur la table, sans tabou, ni soupçon. Toutes les forces vives de la Nation doivent participer à ce travail de modernisation et de refondation de notre Constitution afin de construire des institutions encore plus fortes plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement. Il en va de l'avenir de notre pays", a indiqué le chef de l'Etat. Ce faisant, le président de

la République voudrait matérialiser la volonté d'un grand nombre de ses compatriotes. Lesquels, au détour des conversations, stigmatisent ouvertement les incongruités de notre système électoral. Tout en dénonçant le fait que, plusieurs responsables et personnalités politiques détiendraient, à les entendre, "des véritables titres fonciers dans des institutions et autres circonscriptions électorales". Selon eux, il est inconcevable, que, de nos jours, un indi-



Photo : Arislide Moussavou

vidu puisse, sans discontinuer, détenir un mandat de député pendant plus de trois Législatures. Toutes choses qui, avancent-ils, portent un coup à la vie publique dans la mesure où cela retarderait l'émergence d'une nouvelle classe politique et le renouvellement des élites. Tout comme, laissent-ils entendre, le scrutin à un tour déteindrait sur la légitimité des élus. Quoiqu'il en soit, en appelant l'ensemble des forces vives de la Nation "à mener

une véritable réflexion devant aboutir à des réformes constitutionnelles ambitieuses et courageuses", Ali Bongo Ondimba fait preuve de constance dans sa volonté de réformer le pays. En effet, depuis son accession à la Magistrature suprême en 2009, sa détermination à moderniser l'Etat ne s'est jamais démentie. A en juger notamment par l'institutionnalisation, dans chaque département ministériel, d'une direction centrale des Ressources

humaines (DCRH), de manière à fluidifier la gestion des agents publics et à décongestionner le ministère de la Fonction publique. La mise en place de la budgétisation par objectifs de programme (Bop), adossée à l'instauration d'un nouveau système de rémunération des agents publics, la suppression des fonds communs dans les régies financières, la transparence dans les modes d'attribution des allocations d'études, etc.

Autant d'initiatives, symboles de sa volonté de mettre un terme à un certain nombre de pratiques décrites par le passé. Lesquelles, contrairement aux enjeux d'un Etat égalitaire, fort et moderne, avaient fini par altérer et dénaturer l'action publique. Dans tous les cas, face à sa détermination d'inscrire "le pays dans une nouvelle ère : celle d'un Gabon protecteur, plus juste et plus prospère", Ali Bongo Ondimba entend associer tous les "Gabonais et, au besoin, nos frères africains épris de paix".